



Le projet de la FAO "GCP/GLO/324/NOR – Intégrer le Droit à une Alimentation Adéquate et la Bonne Gouvernance au sein des Politiques, Législations et Institutions Nationales" (abrégé, **Le Droit à l'Alimentation au Niveau National**) est une continuité de la contribution norvégienne envers le Mozambique et l'État Plurinational de Bolivie (Bolivie), en plus de signaler le début des activités au Népal et au El Salvador, en vue de renforcer les institutions nationales et les mécanismes de coordination dans leurs efforts visant à formuler les politiques et supporter les procédures législatives sur la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. Le Projet ciblera les défis propres aux pays en faisant la promotion de l'approche par les droits humains afin d'atteindre la sécurité alimentaire à tous les niveaux – législation, conception, formulation, décision et implémentation. De plus, le Projet permettra à la FAO de participer aux efforts globaux afin de consolider les droits humains au sein des travaux en développement.

En août 2012, un nouveau membre s'est ajouté à l'équipe nationale du projet au **Mozambique** qui agira à titre de Responsable des politiques nationales sur le droit à l'alimentation. Le projet cible le renforcement des institutions en fournissant les éléments techniques nécessaires à l'amélioration de la capacité de coordination des enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Un support technique solide et efficace s'avère indispensable, particulièrement au niveau des politiques, ce qui explique la décision d'effectuer cet ajout important. L'équipe nationale du projet continuera ses efforts visant la mise en œuvre d'ESAN II (Estratégia e Plano de Ação de Segurança Alimentar e Nutricional 2008 – 2015) tout en offrant un support technique et des conseils à la FAO et au SETSAN pour leurs travaux visant une inclusion adéquate du droit à l'alimentation au sein des politiques, stratégies, plans et programmes nationaux. Plus particulièrement, l'équipe a débuté l'élaboration d'une méthodologie sur la manière d'inclure le droit à l'alimentation au sein du cadre politique au Mozambique ainsi que d'une évaluation de l'actuel processus d'élaboration de la politique et des processus de mise en œuvre pour lesquels l'inclusion du droit à l'alimentation est identifiée comme une priorité.

Au même moment, le consultant international du droit à l'alimentation, basé au Mozambique, a initié la préparation requise pour les formations hebdomadaires sur le droit à l'alimentation destinées au personnel de la représentation de la FAO afin d'accroître leurs connaissances et leur compréhension quant à la façon d'inclure le droit à l'alimentation dans leur travail. Il y aura six formations pour le personnel du projet et du programme qui incluront des sessions sur les concepts, les différences et les similitudes entre sécurité et souveraineté alimentaire et nutritionnelle, les principes PANTHER, les sept niveaux de mise en œuvre, ainsi que les Directives sur le Droit à l'alimentation. Les formations seront subséquemment offertes au personnel des autres agences onusiennes.

De façon similaire, au **Népal**, le projet a initié l'élaboration d'un plan de travail et le réseautage avec toutes les parties prenantes qui s'avéreront importantes afin d'obtenir les effets escomptés. Le consultant national pour le droit à l'alimentation ainsi que le chargé de programme de la FAO au Népal ont rencontrés le secrétaire adjoint et le sous-secrétaire au ministère du développement agricole afin de partager les objectifs et les secteurs prioritaires du projet; le secrétaire de la Commission nationale des droits de l'homme; et les représentants de FIAN Kathmandu. De plus, le 31 août, l'équipe nationale du projet a présenté une session sur le droit à l'alimentation suite à l'invitation du Community Self-Reliance Centre qui organisait l'événement. En somme, 39 activistes pour les droits fonciers ont assistés à la session qui se concentrait principalement sur l'amélioration de la compréhension conceptuelle du droit à l'alimentation.

Enfin, le projet a approuvé un plan de travail ainsi qu'une stratégie de communication pour la composante du **El Salvador** qui est présentement mise en œuvre. Afin de présenter le plan et la stratégie, le consultant national pour le droit à l'alimentation a rencontré le directeur exécutif de CONASAN ainsi que le coordonnateur de PESA. Plusieurs outils de sensibilisation spécifiques au contexte et aux besoins du El Salvador ont été élaborés en collaboration avec le personnel international et national et seront distribués sous peu aux parties prenantes tout en étant utilisés pour des formations et des activités de sensibilisation prévues au plan de travail.

Le droit à l'alimentation de l'équipe de la FAO travaille sur la mise en œuvre du droit humain à une alimentation adéquate, en utilisant le droit à l'alimentation. La vision de l'équipe est celui d'un plein exercice de ce droit de l'homme, à travers elle d'être respectés, protégés et respectés partout dans le monde.

L'Equipe du droit à l'alimentation de la FAO

Département de Développement Économique et Social

Division de l'Économie du Développement Agricole

Viale delle Terme di Caracalla – 00153 Rome, Italy

Tel: +39 06570 53058 /// E-mail: righttofood@fao.org

Site web: www.fao.org/righttofood

